

sociales ou économiques, au prix de la paix ou de la liberté, voire des deux. L'OTAN et le Pacte de Varsovie sont face à face dans une région qui constitue en quelque sorte une exception, puisqu'elle vit en paix au milieu d'un monde déchiré par la guerre. À mon avis, il est probable, sinon certain, que la dissuasion nucléaire explique l'absence de conflits dans les pays qui bénéficient de la protection du parapluie nucléaire, et le Canada est du nombre. Il incombe aux Canadiens et aux Canadiennes non seulement de se protéger contre le cataclysme qu'est la guerre, mais aussi de témoigner des assises morales d'une société libre.

Lord Chalfont a donné l'exemple éloquent de ce jeune homme qui avait participé aux États-Unis à une manifestation organisée dans un campus universitaire. Il portait une pancarte sur laquelle on pouvait lire: "Aucune cause ne vaut qu'on meure pour elle." Ce jeune homme fréquentait une université qui lui garantissait la liberté intellectuelle, on lui reconnaissait la liberté de réunion et la liberté d'exprimer ses opinions, même dissidentes. Le soir, il pouvait dormir sans craindre d'être réveillé en pleine nuit par des coups frappés à la porte. Croyait-il vraiment qu'aucun de ces avantages ne valait la peine qu'on le protège, voire qu'on donne sa vie pour lui? Le Canada a la chance de connaître la paix et la liberté, mais le pays ne serait pas ce qu'il est si la nation canadienne n'était pas disposée à défendre ces valeurs.

La défense des valeurs que nous cherchons à promouvoir ne peut pas se limiter au territoire compris entre les côtes de l'Atlantique, du Pacifique et de l'Arctique. Les menaces qui pèsent sur les valeurs canadiennes viennent en effet de beaucoup plus loin. Le terrorisme international, par exemple, constitue un danger tout comme la remise en question des valeurs démocratiques dans d'autres pays du monde, en Europe occidentale ou ailleurs.

Même s'il est difficile d'évaluer avec certitude le montant des dépenses militaires de l'Union soviétique, il est évident que ce pays consacre à sa défense des sommes beaucoup plus importantes que les pays occidentaux, *en proportion* de l'économie nationale. Vu la taille des forces classiques et nucléaires de l'URSS et vu la nature de leur déploiement, il ne me paraît pas vraisemblable que ces arsenaux n'existent que pour assurer la défense; ils constituent par conséquent une menace pour la sécurité des gouvernements démocratiques.

En quoi une menace pesant sur le sort d'autres pays démocratiques importe-t-elle pour le bien être des Canadiens et Canadiennes? L'avenir de l'Amérique du Nord est-il réellement lié à celui du "Vieux Continent", par exemple? Le Canada resterait-il un pays aussi sûr s'il devait un jour y avoir en Grande-Bretagne le même degré de liberté qu'en Tchécoslovaquie ou si la France devenait une autre Pologne? Avec nos alliés occidentaux, nous voulons protéger les valeurs

démocratiques qui nous sont chères et qui, lorsqu'elles sont menacées en un lieu, le sont partout ailleurs.

Les parties signataires du Traité de l'Atlantique-Nord ont convenu "qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles, survenant en Europe ou en Amérique du Nord, sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties." Il en va de la sécurité nationale des pays membres de l'OTAN comme de leurs valeurs: une attaque dirigée contre l'une des parties menace toutes les autres. De quels pays pourrions-nous attendre qu'ils se joignent à nous pour défendre nos libertés sinon de ceux-là même qui partagent nos valeurs? Dans l'hypothèse d'une "soviétisation" d'États démocratiques, l'équilibre mondial des forces serait radicalement bouleversé, et le gouvernement du Canada aurait beaucoup plus de difficultés à offrir à la population les conditions de vie qu'elle désire. La paix et la liberté du Canada sont donc indissociablement liées à la défense de la paix et de la liberté en Europe et ailleurs dans le monde.

De par sa situation géographique et politique, le Canada ne peut rester à l'écart des rivalités opposant les deux blocs. Il nous faut donc affronter la menace et prendre les mesures qui s'imposent pour défendre notre pays et faire en sorte qu'il reste tel que nous le voulons.

LA SÉCURITÉ COLLECTIVE

Aucun pays ne peut accroître sa sécurité en renonçant volontairement à ses moyens de défense ou en laissant d'autres nations le priver de sa souveraineté ou de ses valeurs. Le Canada a donc choisi librement de conclure des accords de sécurité collective avec des pays partageant ses idéaux, pour empêcher le déclenchement réel ou potentiel d'une guerre. L'effort collectif contribue ainsi à renforcer la défense de chaque partie signataire. Une alliance militaire avec des pays "amis" représente un moyen plus efficace et moins coûteux de défendre le Canada et ses intérêts que toute autre formule qui se limiterait à nos seuls moyens nationaux. La mise en commun de l'ensemble des moyens de défense offre la possibilité à chaque membre de l'alliance de choisir plus librement les rôles qu'il confiera à ses forces nationales. On peut envisager une certaine spécialisation des différents partenaires, dans la mesure où l'alliance reste dotée dans l'ensemble de moyens complets et diversifiés. Comme le font tous ses partenaires, le Canada compte donc sur la force collective et l'influence de l'alliance pour garantir sa sécurité.

La jouissance de ces avantages entraîne un certain nombre de responsabilités. Ainsi que l'a fait remarquer Hans Morgenthau, la sécurité collective exige des pays de l'alliance qu'ils renoncent à leurs égoïsmes nationaux et aux politiques mises en oeuvre pour les servir. Si l'on veut assurer une sécurité collective, il faut